

## **De l'aide au tiers-monde à l'engagement dans la mouvance altermondialiste**

### **Le parcours du catholicisme français des années 1950 aux années 2000**

Christophe Grannec

Volume 18, numéro 1, 2010

Les Églises chrétiennes et la mouvance altermondialiste

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003548ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003548ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Faculté de théologie et de sciences des religions, Université de Montréal

ISSN

1188-7109 (imprimé)

1492-1413 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Grannec, C. (2010). De l'aide au tiers-monde à l'engagement dans la mouvance altermondialiste : le parcours du catholicisme français des années 1950 aux années 2000. *Théologiques*, 18(1), 137–161. <https://doi.org/10.7202/1003548ar>

Résumé de l'article

Depuis cinquante ans, le catholicisme français a déployé un effort considérable en faveur du tiers-monde. Le contexte de la décolonisation, la lutte contre la faim et l'aide au développement, reléguant au second plan les préoccupations missionnaires, entraînent la création, dans les années 1960, d'organismes comme le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD). Malgré deux crises majeures à la fin des années 1960 et dans les années 1980, le « tiers-mondisme catholique » poursuit et renouvelle son engagement jusqu'à sa participation à la mouvance altermondialiste dans les années 2000. Tout un héritage de la pensée économique catholique, hostile au capitalisme dans le sillage du catholicisme intransigeant, trouve dans la dénonciation du sous-développement une actualité nouvelle. La critique des abus du libéralisme économique et d'une vision du monde gouvernée par les seules lois du profit gouverne les idées des tiers-mondistes et des altermondialistes catholiques.

# De l'aide au tiers-monde à l'engagement dans la mouvance altermondialiste

Le parcours du catholicisme français des années 1950 aux années 2000

Christophe GRANNEC\*

Histoire et sociologie des religions

Université catholique de Lille, France

Après la Seconde Guerre mondiale, les revendications d'indépendance des colonies françaises se multiplient. Le processus de la « décolonisation » se passe tragiquement en Indochine et en Algérie avec des conflits de plusieurs années; mais, en Afrique noire, il se déroule de manière relativement plus pacifique et aboutit à l'indépendance en 1960. Très rapidement, les besoins de ces jeunes nations du tiers-monde posent la question de leur développement: la faim, l'insuffisance d'infrastructures, l'accès à l'éducation et à la santé sont autant d'obstacles à surmonter pour assurer leur avenir.

Des organismes internationaux liés à l'ONU (Organisation des Nations Unies) comme la FAO (*Food and Agriculture Organization*) lancent des campagnes internationales contre la faim et en faveur du développement, suscitant un écho auprès de la papauté et des opinions publiques catholiques des pays industriels. Les puissances occidentales mettent en place, au début des années 1960, des politiques de coopération et d'aide au développement pour venir en aide à ces nouveaux pays, mais qui les maintiennent dans un rapport de dépendance. On parle de pays sous-développés ou en voie de développement. Le tiers-monde tend à s'affirmer à travers le mouvement des « pays non alignés », mais il sert le plus souvent de champ de bataille à l'affrontement planétaire de la « guerre froide » entre les États-

---

\* Christophe Grannec est professeur en histoire et sociologie des religions à l'Université catholique de Lille (France). Ses recherches actuelles se concentrent sur l'histoire et la sociologie du syndicalisme chrétien. Il va bientôt publier (2011), dir., *Les Églises et la mouvance altermondialiste*, Karthala, Paris.

Unis et l'Union soviétique. L'instabilité politique caractérise la plupart du temps ces pays fraîchement indépendants, avec son cortège de dictatures et de coups d'État.

Dès les années 1950, en France, un certain nombre de militants et d'organisations catholiques abordent la question de la décolonisation et du développement futur des pays du tiers-monde. La guerre d'Algérie (1954-1962), qui oppose l'armée française aux indépendantistes algériens, avec ses atrocités et l'usage de la torture, suscite aussi la mobilisation d'une minorité de militants et de figures du catholicisme hexagonal.

Dans les années 1960, la mobilisation des catholiques français se fait contre la faim dans le monde et en faveur de l'aide au développement, le soutien aux missions passant au second plan. À la fin des années 1960 et au début des années 1970, le « tiers-mondisme » catholique est traversé par des clivages entre ceux qui souhaitent s'engager plus en avant dans un combat pour la justice et pour la transformation du monde et ceux plus modérés, qui craignent les dérives et la politisation. La fin des années 1970 et les années 1980 sont une période de crise pour le « tiers-mondisme » catholique le plus progressiste; il subit une contre-offensive idéologique sous la forme, notamment, d'une campagne de presse qui vise en particulier le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), ce qui le fragilise.

Mais dès la fin des années 1980, le combat pour l'annulation de la dette publique des pays du tiers-monde et l'émergence du champ de la solidarité internationale, associé à un engagement dans des collectifs d'ONG confessionnelles et non confessionnelles, par l'intermédiaire entre autres du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), renouvellent la dynamique de ce courant du catholicisme français. Tout au long des années 1990, les problématiques de la mondialisation (dette, migrations, commerce inégal Nord-Sud, etc.) sont abordés par ces différentes ONG. D'autre part, les catholiques français entretenaient depuis longtemps des liens avec des partenaires en Afrique et en Amérique latine<sup>1</sup>. C'est ainsi que, lorsque les premiers rassemblements altermondialistes comme le Forum social mondial sont mis sur pied au début des années 2000, des ONG et des militants catholiques français (CCFD, Secours Catholique-Caritas France...) s'impliquent plus ou moins rapidement, par-

---

1. Dans son livre Löwy (1998) souligne la contribution des intellectuels catholiques français comme Mounier, Lebret, Chenu, de Lubac aux courants les plus progressistes de l'Église catholique brésilienne, au tournant des années 1950 et 1960.

fois avec des réserves, dans ce qu'on désigne sous l'appellation de « mouvance altermondialiste ».

### 1. La naissance du « tiers-mondisme catholique » dans les années 1950

L'apparition du tiers-mondisme catholique<sup>2</sup> est liée à trois courants et à leurs utopies dans le catholicisme français et international. Premier courant, celui des missions étrangères et leurs techniques de mobilisation de l'opinion et de l'épargne catholiques, mises en place dès le XIX<sup>e</sup> siècle (Prudhomme 2007). La deuxième mouvance, issue du catholicisme social, s'inspire de l'Action catholique et de ses méthodes d'analyse et d'intervention sur le terrain : fondateur d'Économie et Humanisme, puis reconnu comme expert de niveau international en développement, le dominicain Louis Lebret est un parfait exemple de ce courant : c'est la méthode d'observation mise en place par le père Lebret et ses collaborateurs qui est sollicitée dès le début des années 1950 par les autorités brésiliennes dans le cadre d'enquêtes d'aménagement du territoire et d'aménagement urbain dans l'État de Sao Paulo ; c'est sur cette base que Lebret est reconnu comme expert international aussi bien par les autorités scientifiques françaises (il finira directeur de recherches au CNRS), que par les institutions internationales (en 1953, il est expert de l'ONU dans le cadre d'une conférence sur la définition des critères et des normes du développement) et finalement par Rome (il est porte-parole du Saint-Siège auprès de la CNUCED en 1964). Louis Lebret est aussi expert au concile sur le schéma XIII ; il rédige une des premières versions de la future encyclique *Populorum Progressio*, avant de contribuer à la problématique du développement par le CCFD (Pelletier 1996). Enfin, troisième mouvance, celle de l'internationalisme catholique, qui a redéfini, pendant les années 1950, le combat pour la paix en une utopie du développement généralisé (Mabille 2001) : « Le développement est le nouveau nom de la paix », déclare en 1960 Mgr Feltin, président international de *Pax Christi* lors du congrès de ce mouvement à Genève. Cette position n'est pas éloignée de celle qui a cours à la même époque au sein de la trentaine d'organisations internationales catholiques

---

2. La définition du tiers-mondisme catholique dans cet article concerne l'ensemble des idées et des pratiques mises en œuvre par les catholiques français depuis les années 1950 jusqu'à aujourd'hui, au sujet des rapports entre pays riches du Nord et pays pauvres du Sud. Il ne se réduit pas aux crises successives du tiers-mondisme catholique autour de 1968 et en 1985-1987.

qui tiennent une assemblée générale annuelle et entretiennent à Genève un centre d'information auprès de l'ONU depuis 1950 (Pelletier 2007).

Les initiatives des catholiques français trouvent des appuis auprès d'économistes chrétiens comme François Perroux, dans des revues comme *Économie et Humanisme* ou, un peu plus tard, *Développement et civilisations*, ainsi que dans plusieurs sessions des Semaines Sociales de France ou du Centre catholique des intellectuels français. On peut aussi se demander comment une partie des efforts engagés dans la mission ouvrière ont été reportés sur le développement à la suite de la crise progressiste de 1949-1955<sup>3</sup> : l'essentiel reste toutefois la convergence entre ces réflexions et celles d'experts qui, dans le sillage des Nations Unies et à l'image d'un Raoul Prebisch, d'un Gunnar Myrdal ou d'un Albert Hirschman, s'efforcent d'élaborer des outils susceptibles à la fois de comprendre les mécanismes du sous-développement et de promouvoir des politiques de développement efficaces. D'autre part, tout un héritage de la pensée économique catholique, marquée par le romantisme puis par la restauration thomiste du XIX<sup>e</sup> siècle, hostile au capitalisme dans le sillage du catholicisme intransigeant, trouve dans la dénonciation du sous-développement une actualité nouvelle (Pelletier 2007).

Progressivement, les catholiques français vont passer d'une priorité missionnaire à une action centrée essentiellement sur l'aide au développement, ce qui entraîne des interrogations et des remises en cause idéologiques dans la sphère catholique : dans les années 1950, le mot d'ordre est à l'internationalisation de la préoccupation missionnaire chez les militants de tous les mouvements confessionnels pour qu'ils coopèrent à la formation des élites chrétiennes capables de prendre en main les destinées des jeunes nations. De l'Action catholique générale à l'Action catholique spécialisée, du scoutisme à *Pax Christi*, pour nous en tenir à l'exemple catholique, tous les mouvements importants développent un secteur international qui prépare des contacts avec l'outre-mer, instaurent des échanges, organisent des sessions de formation, envoient des formateurs. La priorité affichée dans le discours des dirigeants passe ainsi de la conversion des païens à la lutte contre le sous-développement. Pie XII se fait lui-même un ardent partisan de la FAO, dont le siège est à Rome, et appelle les catholiques à se mobiliser contre la faim. Au moment où les sciences humaines, après le drame de la

---

3. Dans les années 1950, le Saint-Siège met fin à l'expérience française des prêtres ouvriers.

guerre et les génocides, sapent définitivement la croyance d'une supériorité de la civilisation occidentale, la décolonisation fournit l'occasion de donner une nouvelle légitimité à l'engagement dans le tiers-monde grâce à des mobiles incontestables. Mais la contrepartie de ce réaménagement est la critique de toute forme de prosélytisme devenu synonyme d'agression et d'impérialisme culturel (Prudhomme 2007).

Le modèle du coopérant supplante, au sein même des Églises, dans le contexte des décolonisations africaines, l'idéal du missionnaire. On peut alors parler de sécularisation de l'utopie missionnaire en utopie du développement.

## 2. Apogée et contestations de l'engagement tiers-mondiste des catholiques français

Les années 1960 représentent un sommet pour la participation du catholicisme français et international en faveur des pays en voie de développement. En 1961, la création en France du CCF (Comité catholique contre la Faim) répond à un appel de la FAO (relayé par le pape Jean XXIII) pour lutter contre la faim dans le monde. En 1961 également, la fondation de la revue *Croissance des jeunes Nations* au sein du groupe de presse catholique Malesherbes à Paris témoigne de cet intérêt pour le tiers-monde. Cinq ans plus tard, le CCF devient le CCFD, ce qui traduit la priorité donnée au développement. Les catholiques français se sentent aussi encouragés par l'encyclique *Mater et Magistra* de Jean XXIII (1961), le texte conciliaire *Gaudium et Spes* (*l'Église dans le monde de ce temps*, 1965) et l'encyclique *Populorum Progressio* de Paul VI (1967). Cette dernière encyclique rencontre un écho particulièrement important au CCFD et encourage la création, toujours en 1967, par l'épiscopat français (en particulier avec l'implication de Mgr Ménager), de la DCC (Délégation catholique pour la coopération) et de la commission française Justice et Paix (Mabille 2001 ; 2002).

La commission française Justice et Paix est la version nationale de la commission pontificale Justice et Paix créée en janvier 1967 par le pape Paul VI, à la suite du concile Vatican II. Sous la responsabilité du prêtre Pierre Toulat, elle va contribuer à la réflexion et à la prise de conscience des catholiques français sur les questions du développement, de la paix et des droits de l'homme, en publiant des notes et des documents. Sur la question de l'aide au tiers-monde, elle appelle à la redéfinition de l'aide au développement et des politiques de coopération. Elle plaide, dans les années

1970, pour un nouvel ordre économique international, s'intéresse, dans les années 1980, à la question de la Nouvelle-Calédonie (territoire français du Pacifique Sud, dont une partie de la population réclame l'indépendance) et réfléchit à la question de la dette des pays pauvres. À propos de la paix, elle publie en 1973 une note sur le commerce des armes, en collaboration avec la Fédération protestante de France, qui suscite un certain écho, puis elle réfléchit au cours des années suivantes et pendant la décennie 1980 à la question des armes nucléaires et à la sécurité européenne. La thématique des droits de l'homme va prendre de plus en plus d'importance au cours des années 1970 et 1980, au point de devenir un thème structurant de la commission française Justice et Paix : il apparaît néanmoins que, par ces nombreuses rencontres, par les articles (publiés) et en raison également des multiples dénonciations contre les violations des droits de l'homme dans le monde — en Amérique Latine notamment où Justice et Paix France a joué avec le CEFAL (Comité épiscopal France-Amérique latine) un rôle décisif dans l'engagement des catholiques français —, la commission française exerce un certain leadership dans l'investissement intellectuel et dans l'engagement des catholiques en faveur des droits de l'homme (Mabille 2002).

La Délégation catholique pour la coopération (DCC), créée en 1967 par l'épiscopat français, envoie, de 1967 à 1985, 8900 volontaires dans 35 pays pour y assurer des tâches d'éducation, d'assistance médicale et d'animation rurale. Mais ces volontaires chrétiens, qui partent essentiellement dans le cadre d'un service national en coopération (forme alternative au service militaire) ne sont guère enclins à jouer les auxiliaires et portent un regard critique sur le prosélytisme missionnaire, ce qui ne va pas sans provoquer quelques frictions sur le terrain et quelque amertume parmi les missionnaires (Prudhomme et Zorn 2000). La création de la DCC résulte de plusieurs sources : l'exigence des pouvoirs publics de disposer d'un seul partenaire catholique pour traiter des questions relevant de la politique de coopération de la France ; le rôle joué par Mgr Badré dans le domaine classique des relations entre l'État et l'Église catholique, dans le cadre du Vicariat aux armées, et l'influence qu'il a exercée en faveur de l'adaptation de l'Église catholique à la redéfinition du service militaire (service national) à partir de 1966 ; l'influence du concile Vatican II et l'encyclique *Populorum Progressio* de Paul VI et de manière plus lointaine la dimension missionnaire de l'Église, encore rappelée par Pie XII en 1957 (encyclique *Fidei Donum*). La DCC est aussi héritière de plusieurs structures qui ont

prélué à sa fondation : on peut citer le Comité catholique des amitiés françaises dans le monde (CCAFM), le Comité pour la formation des jeunes enseignantes (CFJE) et, déjà cité, l'Aumônerie militaire (Vicariat aux Armées, voir Mabilie 2001).

Il faut aussi évoquer l'engagement des militants catholiques du monde agricole dans les questions de la faim et du développement, car ceux-ci se sont préoccupés dès les années 1950-1960 de ces enjeux. On les retrouvera plus tard dans les débats altermondialistes des années 2000. En 1929 naît la JAC (Jeunesse Agricole Catholique), qui va contribuer au changement des mentalités et à la « révolution silencieuse » des campagnes françaises. En 1956, ils contribuent à la création du Cercle national des jeunes agriculteurs (CNJA). La réflexion des jeunes agriculteurs sur les enjeux du développement des pays du Sud s'exprime dans la revue *Paysans*, qui consacre de 1956 à 1970 une cinquantaine d'articles et de dossiers au sujet des agricultures du monde et à ce qu'elle qualifie dès cette époque de « ravages de l'économie mondiale ». Elle repose aussi sur le renouveau que connaît alors la pensée chrétienne, avec notamment les textes conciliaires de Vatican II et l'encyclique de Paul VI, *Populorum Progressio*. Les jeunes agriculteurs consacrent, en 1967, leurs journées d'études aux conséquences du libre-échange sur les agricultures du monde.

Mais, la même année, des conflits idéologiques les déchirent. Après avoir été des militants de l'Action catholique dans leur jeunesse et d'ardents défenseurs des lois d'orientation agricole, certains jeunes syndicalistes, rassemblés autour de Bernard Lambert, vont envisager les enjeux du développement en termes de lutte des classes. Cependant, une majorité de jeunes agriculteurs reste fidèle au CNJA et à la voie du réformisme. Deux conceptions du syndicalisme vont alors s'opposer : un syndicalisme de la personne contre un syndicalisme de l'entrepreneur. Ce clivage n'en demeure pas moins politique : ainsi Bernard Lambert choisit-il le PSU (Parti socialiste unifié) de Michel Rocard pour exprimer ses idées, quand Michel Debatisse, démocrate-chrétien, se rapproche du pouvoir gaulliste pour faire entendre ses revendications. Par ailleurs, alors que les premiers souhaitent inscrire leur combat dans une démarche tiers-mondiste, les seconds privilégient une approche strictement européenne, préalable et indispensable, selon eux, au développement des pays du Sud. Le début des années 1970 marque l'émergence d'une nouvelle gauche paysanne et les prémices du pluralisme syndical, mais aussi le début de trente années d'un double regard sur les questions de solidarité internationale (Purseigle 2005).



Mais au lendemain du concile Vatican II, au moment où l'engagement des catholiques de France en faveur du tiers-monde semble totalement reconnu et encouragé par la hiérarchie catholique, une crise idéologique qui apparaît au grand jour autour de 1968, remet en cause cette participation et entraîne une radicalisation, voire des ruptures dans le militantisme catholique : en fait, les années 1968 confrontèrent cette version légitime du tiers-mondisme catholique à une double mise en cause. Mise en cause politique d'abord, dès lors que la radicalisation du tiers-mondisme laïque, via le gauchisme, le modèle chinois et la protestation contre la guerre du Vietnam, pénétrait les mouvements catholiques. Pénétration poussant la revue missionnaire franciscaine *Frères du monde*, du côté du maoïsme, conduisant chrétiens critiques et chrétiens marxistes à répercuter les versions les plus politiques des théologies de la libération, suscitant dissidences internes et crises au sein du tissu militant dans son ensemble. Mise en cause pastorale aussi, dès lors que ce militantisme tiers-mondiste était contesté d'un côté par ceux qui lui reprochaient de dissoudre la radicalité missionnaire dans le ventre mou d'une pastorale généraliste, et de l'autre par ceux qui, à l'image du Secours catholique, lui reprochaient au contraire de trop céder à la politique. Ainsi les organismes confessionnels centrés sur le développement, CCFD en tête, ont-ils été tirillés entre des tendances contradictoires, du fait du décalage entre la conception du développement qui avait présidé à leur fondation et la radicalisation intellectuelle des années 1968 d'une part, mais aussi en raison de leur vocation à rassembler autour d'une même cause des organisations opposées quant aux manières de militer et quant à la place du politique dans la stratégie chrétienne de présence au monde (Pelletier 2007).

### 3. Engagement militant et crise du tiers-mondisme, années 1970 et 1980

Pour le 80<sup>e</sup> anniversaire de *Rerum novarum*, le 14 mai 1971, Paul VI adressa au président de la commission pontificale « Justice et Paix » et du Conseil des laïcs, le cardinal Roy, la lettre apostolique *Octogesima adveniens*, formule plus souple que celle d'une encyclique. Elle est publiée à la veille du synode des évêques d'octobre 1971 sur « la justice dans le monde ». Elle donne l'occasion au Pape d'aborder les nouveaux problèmes sociaux : urbanisation, immigration, environnement, mais surtout, dans la deuxième partie, elle analyse les divers courants idéologiques et l'attitude des chrétiens. Le Pape reconnaît que face à des situations variées, « il est difficile de prononcer une parole unique, comme de proposer une solution qui ait

valeur universelle », propos d'une grande importance, qui rompt avec la présentation parfois donnée de la doctrine sociale de l'Église catholique. Il appartient aux communautés chrétiennes, après analyse de la situation de leur pays, de s'inspirer de l'enseignement social de l'Église. La lettre prend acte des évolutions des courants socialistes. Elle renouvelle les mises en garde aux chrétiens attirés par eux, et particulièrement par les analyses marxistes. Semblable mise en garde est portée à l'intention des chrétiens qui seraient tentés d'idéaliser le libéralisme. Le document est enfin remarquable par son affirmation de la « légitime variété d'engagements possibles » (Mayeur 2000).

La cause tiers-mondiste en général, dont le tiers-mondisme catholique, subit des critiques de plus en plus sévères à partir de la seconde moitié des années 1970, qui se prolongent la décennie suivante, entraînant des remises en cause. À la même époque apparaissent des ONG humanitaires, non confessionnelles et spécialisées dans l'aide d'urgence (guerres, catastrophes naturelles, etc.), à l'image de Médecins sans Frontières.

Le CCFD subit une campagne de presse hostile, en 1985-1987, de la part de la presse conservatrice (*Le Figaro*, etc.) et de l'extrême droite, lui reprochant de se faire le complice de plusieurs régimes totalitaires du tiers-monde et d'appuyer des mouvements de libération marxiste-léniniste. Cette remise en cause du tiers-mondisme est à mettre en rapport avec le discrédit du gauchisme, à la suite des désillusions vietnamienne, cambodgienne et chinoise. Les reproches visent d'abord le tiers-mondisme d'inspiration néo-marxiste, mais ils finissent par toucher aussi le tiers-mondisme chrétien, avec des particularités. La crise du CCFD relève d'abord d'enjeux internes au militantisme catholique : les attaques viennent d'une mouvance conservatrice, proche de l'intégrisme, qui voit dans ce mouvement le symptôme d'une dérive marxisante de l'Église post-conciliaire et qui en profite pour mettre l'épiscopat en difficulté. Mais ces attaques n'auraient pas un tel écho si elles ne prenaient pas appui sur des différends réels, au sein du Comité, sur les stratégies d'aide au développement à mettre en œuvre, sur la nécessité ou non d'en passer par des organisations catholiques dans les pays où le CCFD intervient, sur l'appréciation enfin du contenu politique de l'aide au tiers-monde. Relayant certaines de ces critiques, le Secours catholique est alors le porte-parole, au sein du Comité et contre les dirigeants issus de l'Action catholique spécialisée, d'un conflit qui se poursuit depuis les années 1968.

Ces attaques ont aussi une dimension ecclésiale plus générale. Elles coïncident avec l'offensive romaine contre les théologies de la libération

en Amérique latine, qui conduisent en 1984 et 1986 à deux instructions de la Congrégation pour la doctrine de la foi, sévères à l'égard de ce que Rome considère comme une dérive marxiste de la théologie. Au même moment, Jean-Paul II formule son programme de « nouvelle évangélisation », fondé sur l'affirmation sans complexe de l'identité catholique et sur le retour à la mission, et le Synode des évêques organisé en 1985 apparaît comme le tournant conservateur de son pontificat (Pelletier 2007).

Les critiques des adversaires du tiers-mondisme ont aussi touché les organismes chrétiens comme le CCFD, quand ils mettent en cause les conséquences négatives de l'idée chrétienne de la charité : Pascal Bruckner dénonce l'influence d'un tiers-mondisme de compassion d'inspiration chrétienne sur la gauche française (1983). Bernard Kouchner critique l'inégalité de traitement entre le soutien donné par le CCFD au Chili ou au Nicaragua d'un côté et à l'Afghanistan et à la Pologne de l'autre (1986). En réponse à ces polémiques, le camp tiers-mondiste tente de contre-attaquer par le biais notamment du magazine *Croissance des jeunes nations* et le groupe de presse Malesherbes de Georges Hourdin, avec aussi *Le Monde diplomatique*, mais sans se borner au seul exemple du CCFD (Pelletier 2007).

C'est finalement par le biais de cette crise que s'est imposé progressivement un autre modèle d'engagement auprès des pays sous-développés : celui-ci donnait la priorité à l'efficacité pratique et au professionnalisme des ONG (organisations non gouvernementales) spécialisées dans les situations de catastrophe et les secours d'urgence, dévalorisant le discours politique et anti-impérialiste du tiers-mondisme laïque et le contenu missionnaire du tiers-mondisme catholique. Les ONG humanitaires, relayées par les médias télévisuels, ont su attirer l'attention de l'opinion publique et les dons financiers, augmentant d'autant plus leur audience. Et ce, alors que les ONG d'aide au développement peinaient à se remettre de la crise tiers-mondiste et à remobiliser bénévoles et donateurs. Cependant, dès la fin des années 1980, un renouveau allait s'amorcer, qui allait mener peu à peu à l'émergence d'une mouvance altermondialiste.

#### **4. Dette, solidarité internationale et mouvance altermondialiste**

Les origines de la mouvance altermondialiste sont liées, dans le contexte français, à trois séquences : la première est à mettre en lien avec la formation d'un pôle intellectuel et militant axé sur la solidarité avec le tiers-monde. La deuxième est celle des recompositions partisans et syndicales, qui touchent le champ politique français au cours des années 1980 et 1990,

favorisant l'émergence de cette nouvelle cause. Enfin, la dynamique des événements protestataires — contre-sommets, forums sociaux, campagnes mondiales — va servir de catalyseur.

Courant aux contours flous et aux composantes multiples, né au cours du processus de décolonisation, le tiers-mondisme a occupé une position centrale dans le processus de formation d'un discours critique sur la mondialisation (Liauzu 1987) : un des événements précurseurs de la mobilisation fut la série de manifestations organisées à Paris durant l'été 1989 pour l'abolition de la dette du tiers-monde. Dès 1989 se mettent en place une configuration d'acteurs et un registre de discours qui esquissent ce que sera le mouvement altermondialiste dix ans plus tard. Des mouvements comme le CEDETIM (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale) — organisation « anti-impérialiste » créée au moment de la guerre d'Algérie, qui fut un temps la commission internationale du PSU (Parti socialiste unifié) — ou des mouvements catholiques tiers-mondistes, tel le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), réunis dans le cadre du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), joueront un rôle essentiel de sensibilisation et de diffusion d'une expertise critique à propos des relations économiques internationales. Ils participent encore aujourd'hui à la direction d'une organisation comme ATTAC ou au processus de préparation des manifestations altermondialistes (Agrikoliansky 2005).

Dès le début des années 1980, le CEDETIM, issu du tiers-mondisme anti-impérialiste d'inspiration marxiste, se rapproche peu à peu des groupes chrétiens d'aide au développement. Quelques dirigeants du CEDETIM entrent au CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) par le biais de la création d'une fédération de centres d'information sur le tiers-monde, le Réseau des centres de documentation pour le développement et la solidarité internationale (RITIMO). Il se concrétisa en 1991 par l'accès d'une militante du CEDETIM (Suzanne Humbergelt) à la présidence du CRID (1991-1998).

Fondé en 1976, le CRID est une structure de coopération entre mouvements d'aide au développement ou d'information sur le développement, dont certains sont à référence chrétienne. Parmi les huit associations fondatrices du CRID, on trouve notamment la Cimade (association protestante d'aide aux migrants), l'IRFED (Institut international de recherche et de formation éducation au développement, fondé en 1958-1960 par le père Lebret), l'IRAM (Institut de recherche et d'application des méthodes de développement, fondé en 1957, qui se spécialise dans les questions rela-

tives au développement rural), le CCFD ou encore Frères des hommes (fondé en 1965 par Armand Marquiset). Le CRID va cependant progressivement diversifier son ancrage, accueillant au début des années 1980 des groupes sans référence religieuse, comme l'association Solagral (association de réflexion créée en 1980 sur les questions de solidarité humanitaire) (Agrikoliansky 2005).

Le rapprochement entre les deux principales mouvances de l'ex-tiers-mondisme s'inscrit dans un contexte particulier : un clivage sépare désormais les associations humanitaires de type Médecins sans Frontières, mises en avant par les médias, et les ONG d'aide au développement comme le CCFD. C'est au cours des années 1980 que le thème de la dette publique des pays du tiers-monde prend de l'ampleur et permet aux anciens tiers-mondistes de rebondir idéologiquement. Vers la fin de 1986, le nouveau délégué général du CRID, J.-M. Hatton, demande le « soutien technique » de l'AITEC<sup>4</sup> pour former un groupe de travail sur la dette. Celle-ci a, dès sa création (1983-1985), mis en place un groupe de réflexion consacré aux institutions internationales et à la dette. La question de la dette représente ainsi un sujet favorable pour articuler une expertise technique et une dénonciation des politiques de développement et des rapports Nord-Sud : le succès du thème de la dette reflète aussi la fonctionnalité de ce discours dans le contexte de redéfinition des clivages pertinents dans le champ du développement. Celui-ci permet en effet aux différents courants de ce qui est en train de devenir la solidarité internationale d'agir sur un terrain qui les distingue des humanitaires tout en conservant la polyphonie de leurs discours. Face aux humanitaires urgentistes, la mobilisation autour de la dette élabore un contre-discours qui déplace la justification de l'action : de la simple assistance aux malheureux, elle passe à la mise en cause des origines de la misère, c'est-à-dire du registre de la pitié à celui de la dénonciation. Ce déplacement est évidemment essentiel dans le contexte de délégitimation du tiers-mondisme, puisqu'il refonde les raisons et les justifications de l'action. L'aide au développement devient plus qu'un simple secours d'urgence,

---

4. AITEC : Association internationale des techniciens, experts et chercheurs. Créée par le CEDETIM en mai 1983, qui regroupe des universitaires, des chercheurs, des consultants intervenant dans le tiers-monde, dont l'objectif déclaré est de mettre « leur pratique au service de transformations plutôt qu'au maintien de l'ordre existant », Plate-forme de l'AITEC, mai 1983. Cette réorientation de l'action dans le camp des anti-impérialistes facilite le rapprochement avec les (autres) tiers-mondistes, puisqu'elle revalorise une approche pragmatique, procédant surtout de l'usage de savoir-faire professionnels.

puisqu'elle permet d'agir sur les causes de la souffrance et d'espérer ainsi la faire cesser réellement. En outre, ce déplacement offre la possibilité d'opposer d'autres formes d'expertise à la technicité des spécialistes de l'humanitaire qui sont pour l'essentiel des médecins (Agrikoliansky 2005).

Ainsi, un nouveau domaine, l'économie internationale, et de nouveaux experts s'imposent. En regardant les initiatives (colloques...) et les publications de l'AITEC et du CRID entre 1987 et 1991, avec un niveau d'expertise et de présentation de niveau universitaire, on perçoit comment on a bâti peu à peu, sur l'exemple du médecin d'association humanitaire, le modèle de l'économiste critique qui est seul en mesure d'analyser les causes du malheur et donc de les soulager durablement.

Le réseau qui se constitue autour de la solidarité internationale procède donc de la conjugaison de positions et d'identités qui sont complémentaires, mais qui étaient jusqu'alors dissociées. Pour les militants du CEDETIM aux identités déchirées entre le radicalisme révolutionnaire et l'expertise économique, ce nouveau réseau de positions offre l'opportunité de concilier ces registres : ils interviennent aux colloques savants du CRID (en 1987 et 1990), en compagnie de représentants des institutions financières internationales ou du gouvernement français, et ce, au titre de leur compétence professionnelle. Au titre de leurs engagements politiques des années 1960 et 1970, ils coordonnent avec la LCR (Ligue communiste révolutionnaire) la manifestation et le concert du chanteur Renaud à la Bastille (Paris) pendant l'été 1989.

Les évolutions qui affectent le champ de la solidarité à l'égard du tiers-monde rendent donc possible l'émergence de la dette comme cause fédératrice. Thème mobilisateur pour les organisations spécialisées, la dette devient en effet, à la fin des années 1980, un objet d'action pour des groupes qui ont été et demeurent des médiateurs entre des espaces sociaux hétérogènes. Ce sont ces groupes qui ont importé de Berlin la forme d'action (le contre-sommet) qui se développera autour de la contestation des sommets officiels. Ce sont eux surtout qui constituent le trait d'union entre le monde des ONG, des experts et des institutions internationales d'une part, et l'espace du politique et des mouvements sociaux d'autre part. On comprend dès lors comment leurs positions multiples dans des champs où ils occupent des positions marginales peuvent constituer une ressource rare permettant de forger de nouvelles synthèses revendicatives et de catalyser des rapprochements improbables.

L'épisode de 1989 constitue une étape décisive, aujourd'hui oubliée, pour les mobilisations altermondialistes. C'est à ce moment que s'esquissent

un discours et des formes d'action qui se sont progressivement routinisés. C'est surtout à cette occasion que se constitue un noyau de militants de la solidarité internationale, parmi lesquels se recruteront, dans la décennie suivante, certains des principaux promoteurs de l'altermondialisation en France. Le CEDETIM, l'AITEC, le CRID participeront activement à la naissance d'ATTAC et à sa direction (Gustave Massiah sera par exemple vice-président d'ATTAC). C'est le CEDETIM qui coordonnera le collectif d'organisations qui fut à l'origine du contre-sommet pour le G8 d'Évian, en juin 2003. La direction du CRID joua également un rôle essentiel dans le comité d'organisation du Forum social européen de Paris-Saint-Denis, et sera admise en 2004 au sein du Comité international de coordination du Forum social mondial qui se tient habituellement à Porto Alegre (Agrikoliansky 2005).

Le combat pour l'annulation de la dette publique des pays pauvres provoque aussi des rapprochements entre certaines ONG (dont le CCFD) et le syndicat CGT (Confédération générale du Travail), historiquement proche du PCF (Parti communiste français) : à la suite de la campagne Jubilee 2000 pour l'annulation de la dette des pays du Sud, la CGT a accepté de travailler de façon active au sein de la plate-forme d'information et d'action sur la dette, à laquelle participent aussi, entre autres, l'AITEC, le CATDM, le CCFD, le CRID et le Secours catholique. Là encore, ce cadre de concertation a fait évoluer la conception de l'organisation syndicale sur la solidarité concrète avec les pays du Sud et notamment avec les pays africains. L'annulation de la dette, qui était jusque-là un mot d'ordre formel, donne lieu à une activité spécifique de l'organisation. Les liens avec le CRID (dont les responsables ont été invités officiellement au 47<sup>e</sup> congrès de la CGT), mais aussi avec le CCFD, qui est historiquement beaucoup plus lié à la CFDT, se sont établis de façon durable et se concrétisent dans la mise en forme de projets aux financements croisés (Bérout et Ubbiali 2005).

## **5. Organisations agricoles, référentiel chrétien et altermondialisation**

Il faut aussi évoquer les militants chrétiens issus des syndicats et mouvements paysans qui se sont impliqués dans la mouvance altermondialiste. Ceci reflète un souci ancien de penser la justice et la solidarité dans un cadre international, où le sort des paysans du Nord est lié à celui des pauvres du Sud. Deux organisations agricoles participent à ces débats : le CNJA et la Confédération paysanne.

En juin 2000, l'arrivée à la tête du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) d'une nouvelle équipe menée par son président, Jean-Luc Duval, rompt un vieux clivage de trente ans sur la mondialisation et consacre l'entrée des jeunes agriculteurs sur la scène altermondialiste. Cela a été une surprise, car les jeunes agriculteurs n'avaient pas réellement de projet concernant la mondialisation, même s'il existait un malaise du monde paysan. En avril 2000, de retour du congrès mondial des jeunes agriculteurs, à Orlando, les jeunes agriculteurs affirment leur vision d'une mondialisation bien maîtrisée et encadrée.

Deux rencontres à l'été et à l'automne 2000 renforcent cette implication dans le débat altermondialiste : la première a lieu avec le CFSI (Comité français pour la solidarité internationale) et la PFF (Plate-forme française des ONG auprès de l'Union européenne) avec un débat autour des questions de sécurité alimentaire, qui aboutit à la signature du *Manifeste de Vaumeilh*. Ceci marque aussi un renouveau du dialogue avec des organisations non agricoles. La deuxième se déroule avec Marcel Mazoyer, chercheur à l'Institut national agronomique de Paris-Grignon, qui ouvre les yeux des jeunes agriculteurs sur les écarts considérables existant entre les différentes paysanneries du monde. Celui-ci devient l'un des mentors du CNJA sur les questions de développement agricole.

Cette évolution du CNJA se traduit par la publication, en juin 2001, à l'occasion de leur 35<sup>e</sup> congrès national à Annecy, d'un rapport d'orientation : « Paysans du monde : le prix de notre avenir ». À ce congrès sont aussi présents quinze délégations étrangères et des représentants du MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne), signe avant-coureur du rapprochement entre le CNJA et la Confédération paysanne. Ce dialogue entre les deux organisations agricoles s'établit en deux temps : le CNJA envoie une délégation au deuxième Forum social mondial à Porto Alegre en 2002 et signe ensuite, le 12 décembre 2002, un texte commun avec la Confédération paysanne, intitulé « Campagne pour une réorientation immédiate de la PAC » (Politique agricole commune, mise en place par la Communauté européenne pour soutenir les agriculteurs européens). Cette action hautement symbolique atteste immanquablement d'un réinvestissement du référentiel chrétien commun aux organisations syndicales agricoles : plusieurs organisations catholiques sont aussi signataires, dont Chrétiens dans le monde rural (CMR), le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) ou le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) : sans y faire explicitement référence, le point de vue qu'elles défendent se fonde sur les principes d'une économie personnaliste



qui règle le profit sur le service rendu dans la production, la production sur la consommation, et la consommation sur une éthique des besoins humains replacée dans la perspective totale de la personne. La plate-forme altermondialiste pour une réforme de la PAC renoue avec une idée chère à Mounier : l'économique doit être subordonnée à une politique tribulaire d'une éthique (Purseigle 2005).

Cependant, l'usage d'un référentiel commun ne doit pas masquer les différences dans la manière de revendiquer un autre monde. En effet, le discours altermondialiste développé par les organisations agricoles françaises est loin d'être monolithique et semble renvoyer à deux représentations distinctes de l'action. À côté d'un « altermondialisme de projet » promu par la Confédération paysanne, les jeunes agriculteurs du CNJA, semblent développer un « altermondialisme de défense » qui exprime, en premier lieu, la volonté de protéger un monde en voie de disparition » (Purseigle 2005).

La Confédération paysanne est un acteur majeur dans la mouvance altermondialiste en France : le rassemblement organisé par elle contre l'Organisation mondiale du commerce a attiré des dizaines de milliers de personnes, en août 2003, sur le plateau du Larzac (haut lieu de la contestation sociale dans les années 1970 en France). De plus, elle a bénéficié de la figure médiatique de José Bové, leader altermondialiste bien connu des Français. La Confédération paysanne, créée en 1987, est issue de plusieurs courants (dont celui du catholicisme social) qui, du fait de leur anticapitalisme, ont rompu avec le syndicat agricole majoritaire dans les années 1970-1980. Leur leader le plus connu à cette époque est Bernard Lambert.

Plusieurs thèmes issus des années 1960-1970 constituent le patrimoine idéologique de la Confédération paysanne et ont facilité son intégration dans la mouvance altermondialiste : par exemple, le refus du corporatisme. Les nouvelles gauches paysannes, héritières de la JAC et du CNJA, ne conçoivent pas que les agriculteurs puissent séparer leurs préoccupations de celles de la société dans son ensemble. Autre axe majeur : la solidarité internationale. Les paysans du monde sont en effet considérés comme des frères de combat, en particulier ceux des pays en voie de développement. Cette sensibilité tiers-mondiste est très présente. Le premier porte-parole de la Confédération paysanne, Yves Manguy, a été responsable en Afrique du mouvement international lié à la JAC. Le refus du corporatisme et la solidarité internationale étaient présents dans les discours de la JAC ou du CNJA, mais les nouvelles gauches paysannes en ont développé la dimension anticapitaliste et systématisé la dimension revendicative.

L'ouverture sur l'international s'affirme dans les années 1980 avec la création de la CPE (Coordination paysanne européenne) en Europe et s'accroît dans les années 1990 avec la construction d'une internationale paysanne, la *Via Campesina*, alors que, parallèlement, se développe la mondialisation libérale. Les chrétiens et leurs courants sont représentés dans le processus de formation de la CPE : les contacts entre ces organisations ont été facilités, car plusieurs avaient des liens avec l'Action catholique en milieu rural. Ainsi, les militants (en France, en Belgique, en ex-RFA, etc.) qui participent à ces rencontres ont souvent été formés par des mouvements ruraux chrétiens. Ces mouvements ont parfois accompagné la création de la CPE : le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC, France) est présent dès la deuxième rencontre (1982), une organisation de jeunesse catholique de RFA le rejoint en 1984, lors de la quatrième rencontre. Le MIJARC (Mouvement international de la jeunesse agricole rurale et catholique) participe à la CPE à partir des rencontres de Madrid, en 1986. L'Action catholique a suivi avec intérêt la constitution de cette coordination, dont elle a formé nombre de responsables (Martin 2005). Ces références chrétiennes se retrouvent également dans la création de *Via Campesina* : les militants qui font partie de cette internationale paysanne ont aussi souvent des références idéologiques communes. Nombre d'entre eux ont été formés par le christianisme social en Europe ou la théologie de la libération en Amérique latine, puis ils ont parfois été influencés par les extrêmes gauches ou marqués par les débats d'idées des années 1970 (anti-capitalisme, féminisme, écologie, etc.). Ils ont souvent mené des combats internationaux parallèles (soutien au Nicaragua sandiniste, anti-impérialisme, etc.) ; autant d'éléments qui facilitent les liens (Martin 2005).

## 6. Les ONG catholiques et le Forum social mondial (Grannec 2011)

En 2001 a donc lieu la première édition du Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre, au Brésil, qui va devenir le symbole de la mouvance altermondialiste.

Le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) s'est impliqué précocement dans le processus du Forum social mondial (FSM)<sup>5</sup>. En janvier 2001, Bernard Pinaud, de la Direction des relations thématiques du CCFD, participe à la première édition du Forum social mon-

5. Pour l'implication du Secours Catholique (Caritas France), voir Cleuziou Raison Du (2007).

dial à Porto Alegre (Brésil). Au cours de l'année 2001, le CCFD représente la CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité; cet organisme regroupe les ONG catholiques d'aide au développement d'Europe et d'Amérique du Nord, dont Développement et Paix; le siège est à Bruxelles, en Belgique) dans la constitution du Conseil consultatif international du FSM et est désigné chef de file pour un groupe de travail du CRID en France pour la préparation du Forum social mondial 2002, toujours à Porto Alegre.

De 2002 à 2005, l'engagement du CCFD au sein des différentes éditions du FSM est constant: une délégation de plusieurs dizaines de personnes, dont trente à quarante représentants d'ONG partenaires du Sud; l'organisation de conférences, séminaires, panels, en collaboration avec le CRID, le Secours catholique, l'Association les Amis de la Vie (hebdomadaire catholique) et d'autres partenaires.

Le CCFD présente le Forum social mondial comme un formidable accélérateur pour son travail d'appui à l'émergence d'acteurs du Sud, de constitution d'alliances internationales sur les enjeux du développement, de construction de propositions alternatives. C'est donc un temps fort de l'année, qui justifie un investissement humain et financier conséquent. La lecture et l'analyse des archives du CCFD sur ce thème donnent l'impression d'une implication dans le processus du FSM, qui va de soi, qui coule de source. C'est dans l'histoire du CCFD que l'on trouve les racines profondes de cette participation au FSM. Le fait que Francisco (Chico) Whitaker soit l'un des promoteurs et cofondateurs du FSM a certainement joué un rôle dans la décision du CCFD de s'impliquer dans le Forum. Ancien directeur des projets du CCFD à Paris, de 1966 à 1969 et secrétaire exécutif de la commission Justice et Paix de la Conférence épiscopale du Brésil, il est un représentant majeur de la « sensibilité chrétienne (catholique) » au sein du Comité d'organisation brésilien. C'est aussi un ami de Jean-Marie Fardeau, le secrétaire général du CCFD. D'autre part, le CCFD est impliqué depuis 1966 dans des projets au Brésil, il a donc une connaissance du terrain brésilien, qui le prédispose à être à l'écoute d'une initiative issue du tissu des mouvements et ONG locaux.

Cependant, le contexte brésilien n'explique pas tout. Le CCFD qui se définit comme une OSI (Organisation de Solidarité Internationale) a participé depuis sa création en 1961 à tous les débats de société sur les rapports Nord-Sud et l'aide au développement des pays du tiers-monde. Il a bien sûr mené de nombreuses actions en France pour informer et sensibiliser

l'opinion catholique et publique à la question du développement. Tandis que dans les pays du Sud, il a soutenu de nombreux projets de développement, en lien avec des partenaires locaux. Le CCFD a donc acquis une expertise dans son domaine. Il s'est beaucoup impliqué, par exemple, dès avant le FSM, dans la lutte contre la dette publique des pays pauvres, en partenariat avec le CRID et la CIDSE. Il va donc de soi que le CCFD est tout à fait ouvert à de nombreux sujets abordés dans le cadre du Forum social mondial.

Toutefois, le CCFD a été quelque peu surpris par l'apparition de nouveaux acteurs dans un domaine qui semblait être réservé aux ONG relevant de la solidarité internationale :

Les associations ex-tiers-mondistes, comme le CCFD, n'ont sans doute pas eu conscience assez tôt que une partie significative de l'opinion était réellement avide d'une réflexion critique face au néo-libéralisme dominant. Alors qu'elles avaient porté pendant des années les grandes thématiques de la solidarité mondiale (commerce, dette, aide, vente d'armes, pillage des ressources du Sud, commerce éthique et équitable...), elles ont été prises un peu au dépourvu lorsque la mouvance a pris corps, notamment lors de la création d'Attac et le lancement du premier Forum social mondial. (Fardeau 2005)

Mais le CCFD s'est rattrapé rapidement par un engagement significatif au sein du FSM, dès la deuxième édition en 2002. Cependant, ses responsables sont conscients des limites du processus du Forum social mondial. Ils se reconnaissent plus dans une démarche altermondialiste (et non antimondialisation) et non violente. Ils appuient la conception de Chico Whitaker au sujet du FSM conçu comme un espace ouvert, sans commandement centralisé ni idéologie exclusive. Ils perçoivent aussi lucidement les risques d'enlisement du Forum social mondial, mais avec un point de vue nuancé :

Un fait est incontestable : la mobilisation « altermondialiste », les Forums sociaux mondiaux ou continentaux, ont une forme répétitive qui donne une impression de déjà-vu aux observateurs. [...] En surface, la dynamique semble chercher un second souffle. [Mais] plusieurs tendances laissent penser que cette dynamique n'est pas près de s'essouffler. [...] Cet élargissement de la base de la mouvance altermondialiste est particulièrement frappant dans les pays du Sud. Il suffit, pour l'apprécier, d'observer les succès des forums sociaux nationaux en Afrique, en Amérique latine ou en Asie, bien sûr peu médiatisés au Nord.

Dans le même ordre d'idées, la présence des organisations de base au sein des forums, comme ce fut le cas à Mumbai (en Inde, en 2004), annonce une évolution dans la mouvance altermondialiste. Celle-ci ne sera plus l'apanage de quelques cercles militants et intellectuels. Elle deviendra un lieu de renforcement, de formation, d'approfondissement de la démarche des groupes d'exclus qui ont besoin d'exprimer leur révolte et leurs espoirs sur la scène internationale.

Ce qui apparaît comme un essoufflement pour certains (les observateurs politiques, des journalistes, et peut-être certains acteurs, notamment au sein d'ATTAC-France), serait alors une crise de croissance et une difficulté à gérer la complexité des situations dans lesquelles évoluent les acteurs de l'altermondialisme, car les causes de l'injustice ne sont pas uniformément les mêmes sur toute la planète. (Fardeau 2005)

### **Pistes de conclusion**

Ainsi, dès les années 1950, les catholiques français s'engagent activement dans la question des rapports Nord-Sud, à travers le drame de la faim et de l'aide au développement des pays du tiers-monde. On passe assez rapidement de la problématique de la faim à celle du développement, tandis que les préoccupations missionnaires passent au second plan. Plusieurs courants du catholicisme contribuent à l'évolution de l'opinion catholique en France par rapport à ces enjeux. Sensibilisés dès le XIX<sup>e</sup> siècle à la situation des peuples colonisés par le biais des missions étrangères, les catholiques ont bénéficié de la réflexion et des idées apportées par le catholicisme social (dont le père Lebret) et l'internationalisme catholique (notamment avec *Pax Christi*), dans les années 1950. Le contexte international avec la décolonisation et l'émergence du tiers-monde sur la scène mondiale, auquel il faut rajouter l'action de l'ONU et de ses organismes spécialisés, comme la FAO, ont aussi contribué à mobiliser les catholiques sur ces questions.

La papauté soutient la FAO à l'occasion d'une campagne mondiale contre la faim dans le monde vers 1960 et appelle les catholiques à agir. Le concile Vatican II et plusieurs encycliques, dont la plus connue est *Populorum Progressio* de Paul VI, publiée en 1967, vont encourager les efforts des catholiques français: la transformation du Comité contre la faim (CCF) créé en 1961, en Comité contre la faim et pour le développement (CCFD) en 1966 et la fondation de la commission française Justice et Paix et de la Délégation catholique à la coopération (DCC), en 1967, témoignent de l'effort considérable de l'Église catholique en France en faveur du

tiers-monde; la commission française Justice et Paix a développé depuis ses débuts une expertise sur les questions de développement-coopération et de la dette, au sujet de la paix et dans le domaine des droits de l'homme. De son côté, la DCC a envoyé, depuis son lancement, des milliers de volontaires, dans le cadre du service national, pour soutenir les pays du tiers-monde.

Mais une première crise frappe le tiers-mondisme catholique à la fin des années 1960 et au début des années 1970, avec une radicalisation et une politisation d'une partie des militants et organisations catholiques, dans le sens d'un engagement accentué vers plus de justice sociale et dans le but de transformer le monde. Cependant, tous les catholiques ne partagent pas ces analyses et se méfient des dérives. Une seconde crise secoue le tiers-mondisme catholique au cours des années 1980: le courant le plus progressiste est particulièrement visé, notamment le CCFD, qui est victime d'une campagne de presse en 1985-1987, laquelle le déstabilise. C'est aussi l'époque où les ONG humanitaires spécialisées dans l'aide d'urgence, comme Médecins sans Frontières, s'imposent sur la scène médiatique et dans le débat idéologique.

Toutefois, dès la fin des années 1980, la question de la dette publique des pays du tiers-monde facilite un rapprochement entre ex-tiers-mondistes laïques et ex-tiers-mondistes catholiques et permet aux ONG confessionnelles de rebondir en redonnant un sens à leur action. Un nouveau thème apparaît, celui de la solidarité internationale. Ainsi, au cours des années 1990, les problématiques de la globalisation, dont celle de la dette, sont évoquées par ces différentes ONG. D'autre part, les catholiques français avaient établi depuis longtemps des relations avec des partenaires en Afrique et en Amérique latine. C'est ainsi que lorsque les premiers rassemblements altermondialistes, comme le Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil, sont mis sur pied au début des années 2000, des ONG comme le CCFD ou le Secours Catholique (Caritas France) s'engagent assez rapidement, parfois avec des réserves, dans ce que l'on désigne sous l'appellation de « mouvance altermondialiste ».

Un autre courant du catholicisme s'est impliqué dans les débats autour du tiers-monde dans les années 1960, jusqu'à un engagement dans la mouvance altermondialiste dans les années 2000, celui des organisations agricoles catholiques ou d'inspiration catholique. Les jeunes agriculteurs issus de la JAC (Jeunesse agricole catholique) et qui participent à la création du CNJA en 1956, se préoccupent, dès la fin des années 1950, de la paysannerie et des questions agricoles dans le monde. Mais après 1967, une rup-

ture intervient entre un courant radical incarné par Bernard Lambert et une majorité fidèle à une voie réformiste. En 2000-2002 un rapprochement entre le CNJA et la Confédération paysanne (issue en partie du courant de Bernard Lambert) s'opère, auquel sont associés des organisations catholiques comme le MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne) ou le CCFD, autour d'un texte commun appelant à une réorientation de la PAC (Politique agricole commune, mise en place par la Communauté européenne pour soutenir les agriculteurs européens).

Ce qui frappe dans cet effort de mobilisation des catholiques français depuis cinquante ans, c'est la poursuite de cet engagement jusqu'à aujourd'hui, malgré deux crises majeures à la fin des années 1960 et au cours des années 1980. Bien sûr, les problématiques ont considérablement évolué : on est d'abord passé de la question de la faim dans le monde à celui de l'aide au développement. Puis les rapports déséquilibrés entre le Nord et le Sud (dette publique des pays pauvres, commerce inégal Nord-Sud) ont pris de l'importance. Enfin, la mouvance altermondialiste a mis en évidence le fait fondamental de l'interdépendance entre les problèmes économiques, sociaux et environnementaux des pays industrialisés et ceux des pays émergents. La dénonciation des abus du libéralisme économique et d'une vision du monde gouvernée par les seules lois du profit sont au centre des dénonciations des tiers-mondistes catholiques : les tiers-mondistes catholiques ont été parmi les premiers à dénoncer la manière dont le modèle libéral de développement détruisait les structures de solidarité communautaire au sein des sociétés traditionnelles ; ils rejoignaient ainsi, à partir d'une position strictement catholique marquée par la tradition d'utopie communautaire et l'héritage de l'anthropologie missionnaire, les analyses d'anthropologues et de sociologues tels Georges Balandier ou Arthur Lewis. Ils mettaient l'accent sur la nécessité de promouvoir la démocratie locale comme support d'un développement harmonieux qui, loin de se faire au détriment des solidarités anciennes, prendrait appui sur elles. Le tiers-mondisme catholique s'est ainsi construit autour de la tension entre une pratique de l'enquête et de la planification qui faisait de ses acteurs des experts au service de l'État, presque des conseillers du prince (à l'exemple du père Lebret, dans les années 1950 et 1960), et une attention particulière aux composantes non économiques du développement qui les conduisait à chercher en permanence à susciter des dynamiques démocratiques de mobilisation collective parmi les populations locales (Pelletier 2007).

Cependant, autant le tiers-mondisme catholique ne peut être réduit aux crises qui l'ont secoué à deux reprises, autant il faut éviter une vision uniforme de cet effort des catholiques français en faveur du tiers-monde. Il existe un clivage plus ou moins marqué entre une aile modérée et une aile progressiste : l'aile modérée pourrait rassembler, par exemple, le Secours catholique et la Délégation catholique à la coopération, tandis que l'aile progressiste pourrait regrouper, entre autres, le CCFD et le CRID ou la commission française Justice et Paix. La première tendance craint la politisation et les dérives idéologiques, tandis que la seconde s'engage plus ouvertement auprès de groupes non catholiques : le CCFD se voit reprocher, au cours de la crise de 1985-1987 sa collaboration avec des partenaires et des pays très marqués à gauche. Cependant, ces positions évoluent : le Secours catholique participe ainsi au Forum social européen de 2003 à Paris-Saint-Denis et au Forum social mondial. Un autre clivage apparaît à l'intérieur de ces organisations catholiques : certains cadres permanents salariés et des responsables militants bénévoles sont parfois très engagés, avec un discours plus ou moins radical, tandis que les bénévoles et les donateurs peuvent être apolitiques et éloignés d'analyses idéologiques. Les dirigeants de ces organisations doivent parfois en tenir compte en cherchant comme dans le cas du Secours catholique, à éviter une politisation trop accentuée (Cleuziou Raison Du 2007).

## Références

- AGRIKOLIANSKY, E. (2005), « Du tiers-mondisme à l'altermondialisme : genèse(s) d'une nouvelle cause », dans E. AGRKOLIANSKY, O. FILLIEULE et N. MAYER, dir., *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, p. 43-73.
- BEROUD, S. et UBBIALI, G. (2005), « La CGT, entre soutien distancié et refondation de l'activité internationale », dans E. AGRKOLIANSKY, O. FILLIEULE et N. MAYER, dir., *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, p. 315.
- CLEUZIOU RAISON DU, Y. (2007), « Le Secours catholique au Forum social européen : scrupules et stratégies des acteurs d'une ONG catholique confrontée au risque de "politisation" », dans B. DURIEZ, F. MABILLE et K. ROUSSELET, dir., *Les ONG confessionnelles. Religions et action internationale*, Paris, L'Harmattan, p. 201-216.
- FARDEAU, J.-M. (2005), « Les défis à relever », *L'économie politique*, 25.



- GRANNEC, C. (2011), « Le CCFD au Forum social mondial, 2001-2005 », dans C. GRANNEC, dir., *Les Églises et la mouvance altermondialiste*, Paris, Karthala.
- LIAUZU, C. (1987), *L'enjeu tiers-mondiste. Débats et combats*, Paris, L'Harmattan.
- LÖWY, M. (1998), *La guerre des dieux. Religion et politique en Amérique latine*, Paris, Éditions du Félin.
- MABILLE, F. (2001), *Approches de l'internationalisme catholique*, Paris, L'Harmattan.
- (2002), *L'expertise internationale au sein du catholicisme français*, Paris, L'Harmattan.
- MARTIN, J.-P. (2005), « Du Larzac à la Confédération paysanne de José Bové », dans E. AGRIKOLIANSKY, O. FILLIEULE et N. MAYER, dir., *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, p. 107-142.
- MAYEUR, J.-M. (2000), « L'enseignement social de l'Église catholique », dans J.-M. MAYEUR, dir., *Histoire du christianisme. De 1958 à nos jours*, T. XIII, Paris, Desclée de Brouwer, p. 322.
- PELLETIER, D. (1996), *Economie et Humanisme. De l'utopie communautaire au combat pour le tiers monde 1941-1966*, Paris, Cerf.
- (2007), « Tiers-mondisme catholique : un héritage incertain », dans B. DURIEZ, F. MABILLE et K. ROUSSELET, dir., *Les ONG confessionnelles. Religions et action internationale*, Paris, L'Harmattan, p. 71-84.
- PRUDHOMME, C. (2007), « De la mission aux ONG de solidarité internationale : quelle continuité ? », dans B. DURIEZ, F. MABILLE et K. ROUSSELET, dir., *Les ONG confessionnelles. Religions et action internationale*, Paris, L'Harmattan, p. 55-69.
- PRUDHOMME, C. et J.-F. ZORN (2000), « Crises et mutations de la mission chrétienne », dans J. M. MAYEUR, dir., *Histoire du christianisme. De 1958 à nos jours*, T. XIII, Paris, Desclée de Brouwer, p. 343-367.
- PURSEIGLE, F. (2005), « Le monde paysan et les sources chrétiennes de la solidarité internationale », dans E. AGRIKOLIANSKY, O. FILLIEULE et N. MAYER, dir., *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, p. 75-105.

## Résumé

Depuis cinquante ans, le catholicisme français a déployé un effort considérable en faveur du tiers-monde. Le contexte de la décolonisation, la lutte contre la faim et l'aide au développement, reléguant au second plan les préoccupations missionnaires, entraînent la création, dans les années 1960, d'organismes comme le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD). Malgré deux crises majeures à la fin des années 1960 et dans les années 1980, le « tiers-mondisme catholique » poursuit et renouvelle son engagement jusqu'à sa participation à la mouvance altermondialiste dans les années 2000. Tout un héritage de la pensée économique catholique, hostile au capitalisme dans le sillage du catholicisme intransigeant, trouve dans la dénonciation du sous-développement une actualité nouvelle. La critique des abus du libéralisme économique et d'une vision du monde gouvernée par les seules lois du profit gouverne les idées des tiers-mondistes et des altermondialistes catholiques.

## Abstract

*For fifty years, French Catholicism has made considerable efforts in favor of the Third World. The context of decolonization, the fight against hunger, aid to development, relegating missionary concerns to a secondary level all lead to the creation of organisations such as the Catholic Committee against Hunger and for Development (CCFD) in the 1960s. Despite two major crises during the end of the 1960s and the 1980s, « French Catholic Third Worldism » continues and renews its commitment, in the Movement for Global Justice in the 2000s. A legacy of Catholic thought, hostile to Capitalism, in the wake of intransigent Catholicism, finds in the denunciation of the underdevelopment, a new topicality. Criticism of Capitalism abuses and a vision of the world governed only by laws of profit influence Catholic ideas about the Third World and current Globalization.*